

Deux scrutins fédéraux passent à la trappe, la démocratie directe fait face à un vide inédit

Vacances d'urnes
Pas de votations fédérales en novembre, ni en mars 2023. Comment l'expliquer? Politologues et politiciens avancent des pistes.

Sonia Imseng

Ce 27 novembre aurait dû être un dimanche de votations dans toute la Suisse. Or cela ne sera pas le cas, aucun objet fédéral n'étant prêt à être soumis au verdict populaire. Et il n'y aura pas de scrutin non plus en mars 2023, pour la même raison. Dans un pays qui vote généralement quatre fois par an, la situation interpelle. Assisterait-on à un bouleversement de notre système politique?

C'est la première fois que deux dates de votations consécutives ne sont pas utilisées d'affilée par manque d'objet, depuis la mise en place en 2002 des règles qui déterminent l'agenda des scrutins fédéraux. Mais, de manière isolée, «cela est déjà arrivé six autres fois», indique la Chancellerie fédérale.

D'après la loi, nous ne votons pas en septembre lorsque le parlement est renouvelé intégralement à l'automne. Et dans la pratique, il n'y a pas non plus de scrutin durant le mois de novembre d'une année électorale – ce qui sera le cas en 2023. Cela explique d'autres coupures déjà vécues.

«Un hasard»

Comment expliquer le vide démocratique des mois à venir? «Il n'y a pas forcément d'explications. J'aurais tendance à penser qu'il

s'agit d'un phénomène conjoncturel de hasard», avance le politologue Pascal Sciarini, doyen de la Faculté des sciences de la société à l'Université de Genève.

Selon le professeur, il ne s'agit pas «d'une tendance durable». Pour une telle situation, il faudrait «une moindre polarisation au parlement et une plus grande retenue pour le lancement d'initiatives», ajoute-t-il.

Du côté des parlementaires, on se veut rassurant. «La démocratie vit bel et bien, puisque plusieurs initiatives actuellement pendantes ont trouvé un écho au Conseil fédéral et au parlement, avec l'élaboration de contre-projets, ce qui retarde une éventuelle votation populaire», commente la conseillère aux États Lisa Mazzoni (Verts/GE).

«C'est un pur hasard, abonde le conseiller national Roger Nordmann (PS/VD). On pourrait même avoir plus de plaisir à voter la prochaine fois.» Une théorie que partage également le parlementaire Damien Cottier (PLR/NE): «C'est rare, mais cela n'induit pas de problèmes particuliers.»

Réflexions et tactiques

Le hasard n'est peut-être pas la seule raison. Le politologue René Knüsel souligne que «l'agenda politique des votations n'est pas une simple décision administrative-juridique. Elle comprend une dimension politique qui a parfois été mise en évidence». Lorsque l'on vote sur une initiative, le contexte peut être «plus ou moins favorable. Cela peut être une coïncidence, mais

d'autres fois, c'est moins innocent, comme les périodes préélectorales», argumente-t-il.

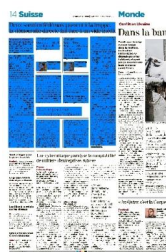
La loi prévoit des délais autour de l'aboutissement des référendums et des initiatives, «mais ce cadre n'est parfois pas respecté dans l'espace-temps et des réflexions et des tactiques motivent parfois ces choix».

La piste du Covid

Y aurait-il un lien avec la crise sanitaire? «C'est une possibilité car durant la pandémie le parlement a été fortement occupé. Il a été quelque peu détourné de sa fonction législative», remarque Pascal Sciarini. Cela a aussi pu ainsi diminuer les lancements de référendums. Le politologue genevois émet néanmoins des réserves, car «nous avons déjà repris un rythme normal».

Damien Cottier pense quant à lui que «sur la fin de la période Covid, il y a au contraire plutôt eu une extension des droits pour lancer des référendums et des initiatives avec – pour des bonnes raisons – une simplification de la récolte de signatures».

À la Chancellerie fédérale, Beat Furrer note que «le nombre d'initiatives et de référendums est généralement soumis à des fluctuations» dont «les causes sont multiples». Il est ainsi «difficile de se prononcer sur l'influence éventuelle de certains facteurs – et cela vaut pour le Covid», précise le chargé d'information pour les droits politiques.



«C'est rare,
mais cela n'induit
pas de problèmes
particuliers.»



Damien Cottier
Conseiller
national
(PLR/NE)

«Durant
la pandémie,
le parlement a été
quelque peu
détourné
de sa fonction
législative.»



Pascal Sciarini
Université
de Genève

Quel impact sur les élections fédérales?

● En 2023, nous entrerons en année électorale et les partis politiques vont mener campagne. Avec deux séries de votations en moins, vont-ils se heurter à des difficultés? «Je ne pense pas que cela aura un impact, même s'il est vrai que c'est l'occasion de mettre en avant son discours politique», répond le conseiller national Damien Cottier (PLR/NE). Prochaine échéance pour les votations fédérales: le 18 juin

2023. «C'est plutôt là que ça va se jouer pour les partis», prévient le politologue Pascal Sciarini. Le contre-projet à l'initiative sur les glaciers devrait se retrouver au menu. Si c'est le cas, «nous allons nous investir fortement dans cette campagne, cela sera un moment très important de mobilisation et charnière pour la politique climatique en Suisse», anticipe Lisa Mazzone (Les Verts/GE).
SIM